

Rwanda / ONU - Commission des droits de l'homme réunie

Evans, Robert

Reuters, 24 mai 1994

GENEVE, 24 mai, Reuter - Plusieurs pays, notamment la France, ont réclamé devant la commission des droits de l'homme de l'Onu, réunie d'urgence mardi à Genève, le châtement des auteurs des massacres au Rwanda et une action internationale pour mettre fin aux tueries.

Au cours de cette réunion, la troisième de ce type depuis la création de la commission, le nouveau commissaire aux droits de l'homme, Jose Ayala Lasso, a souligné la nécessité de dépêcher sur place une équipe d'observateurs internationaux chargés de prévenir de nouvelles atrocités.

"Tous les coupables doivent être punis", a déclaré le président de séance, le Néerlandais Peter van Wulfften Palthe.

Pour Jose Ayala Lasso, les responsables de ces atrocités "qui ont scandalisé la conscience humaine (...) doivent savoir qu'ils seront personnellement tenus responsables de leurs actes dès que les faits auront été clairement établis".

Anne Park, la déléguée du Canada, le premier pays à avoir appuyé il y a deux semaines la demande d'Ayala Lasso de réunir la commission, a déclaré que les mots manquaient pour décrire l'étendue des horreurs commises depuis début avril au Rwanda.

"Mais les mots, ce n'est pas cela que les victimes de cette terrible tragédie attendent de la communauté internationale. Il faut agir pour mettre fin à leurs souffrances", a-t-elle dit.

La France a aussi réclamé des sanctions pénales contre les responsables des atrocités.

— "Des actes, pas des mots" —

"La commission doit demander que les responsables des atrocités soient identifiés et les avertir qu'ils seront jugés et punis", a déclaré à Paris Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'Homme.

La commission des droits de l'homme, qui compte 53 pays, s'est réunie sur fond de polémique, de nombreuses organisations non gouvernementales ayant violemment critiqué "l'apathie" de la communauté internationale dans la crise rwandaise.

"Après cette honteuse passivité, la commission prendra-t-elle des mesures efficaces?", s'interroge dans un communiqué le Service international pour les

droits de l'homme (ISHR), un groupe dont le siège est à Genève.

“L'ensemble de la communauté mondiale, et en particulier les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine, n'a pas réagi dans le cas du Rwanda. Il faut dire clairement aux tueurs au Rwanda et aux extrémistes des pays voisins encouragés par l'impuissance de la communauté internationale que les assassins seront poursuivis et punis”, précise l'ISHR.

Amnesty International estime aussi que la communauté internationale a fui ses responsabilités envers les peuples rwandais et burundais, où ethnies hutue et tutsie s'affrontent.

Dans son discours, Jose Ayala Lasso a appelé la commission, dont la réunion devrait se poursuivre mercredi, à nommer un rapporteur spécial sur les violences au Rwanda, où 500.000 civils auraient été tués depuis la mort du président Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais le 6 avril. /JJ/GK

(c) Reuters Limited 1994